

# Critique Sociale

numéro 40 - février/mars 2017

---

Actualité :

*Brisons la spirale du repli identitaire*, p. 1

*Une révolte sociale au Mexique*, p. 2

Histoire et théorie :

*Rosa Luxemburg, démocratie et révolution*, p. 4

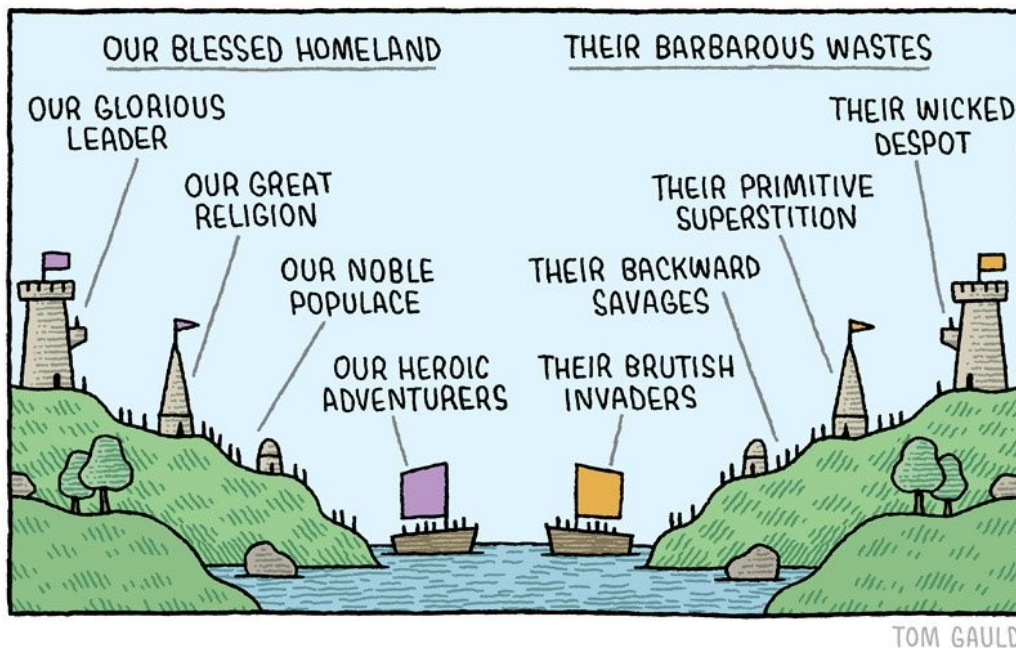
*Russie 1917, naissance d'un capitalisme d'Etat*, p. 6

*La nécessaire cohérence des luttes pour l'émancipation*, p. 10

---

## Brisons la spirale du repli identitaire

Nous sommes actuellement assommés par les discours de haine. A la télé, différents prêcheurs de racisme se relaient sans relâche, de Eric Zemmour à des bureaucrates du FN voire de la droite « traditionnelle ». Sur internet c'est la même chose, par exemple le site Youtube – très consulté notamment par les jeunes – met souvent en avant des vidéos de professionnels de l'antisémitisme comme Dieudonné.



Cette dérive vers la droite, ces discours de mensonge et d'intolérance de plus en plus courants chez les politiciens et autres personnages médiatiques, contaminent la société. Il n'y a pourtant pas de fatalité à ce que les thèmes et les préjugés haineux des racistes et réactionnaires aient le vent en poupe. Nous

pouvons combattre cette atmosphère empoisonnée, en menant simultanément deux versants d'une même lutte pour l'auto-émancipation :

- 1) Ne rien céder face à l'air du temps xénophobe, lutter contre toutes les formes de racisme et de discrimination. Nous devons aussi défendre en pratique les solutions internationalistes et humanistes, notamment l'accueil des réfugiés et migrants dans de bonnes conditions, avec du personnel d'accompagnement formé ainsi que des logements décentes et pérennes.
- 2) Mettre en avant les thèmes sociaux essentiels : les inégalités, le chômage, les bas salaires, les conditions de travail. L'heure est à populariser des revendications comme la baisse du temps de travail, à la fois comme élément de progrès social et comme un des moyens de mettre enfin un terme au chômage de masse. Plutôt que la démagogie ou le simplisme qui consiste à uniquement critiquer des individus, appliquons notre esprit critique aux causes profondes de l'exploitation et de l'aliénation, c'est-à-dire les mécanismes du mode de production capitaliste, en particulier le travail salarié. La critique sociale implique en effet de s'en prendre à la racine des problèmes, aux fondements du système économique et social.

**C'est par l'action sociale unitaire et internationaliste que nous pouvons briser la spirale du repli, que nous pouvons sortir de l'actuel emballement identitaire. La lutte collective de la classe travailleuse, y compris évidemment les précaires et les chômeurs, organisée démocratiquement à la base, permet de s'en prendre aux véritables causes du malaise social : le capitalisme, le racisme, le patriarcat, qui ne sont pas éternels.**

\* \* \*

## Une révolte sociale au Mexique

Le début du mois de janvier a été marqué par des mouvements sociaux particulièrement nombreux et violents au Mexique. On n'en a guère entendu parler en France. Les quelques articles sur le sujet se bornent généralement à pointer des actes de pillage et à mentionner les victimes (plutôt celles de la police d'ailleurs). Pourtant, les mouvements ne se limitent pas à des pillages de magasins, au demeurant peut-être provoqués par des policiers infiltrés, mais consistent principalement en de gigantesques manifestations, le blocage des voies de communication (y compris vers les États-Unis) ou encore l'occupation de stations-essence. Qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas d'émeutes d'une populace en colère, mais d'un mouvement social massif, à l'échelle du pays, sans direction politique et coalisant des secteurs entiers de la population, des couches les plus pauvres aux classes moyennes.

À l'origine de la colère de la population mexicaine, se trouve une augmentation brutale et importante du prix de l'essence (à Mexico, elle est de +20 %, +16 % sur le diesel). Elle est une conséquence du processus de privatisation de l'entreprise publique Pemex, *Petróleos Mexicanos*, qui gère le monopole public du pétrole depuis la nationalisation de cette industrie en 1938. Depuis cette date, le pays est devenu un des principaux exportateurs de pétrole et la rente pétrolière a contribué au financement de l'État mexicain, tandis que les prix pour les consommateurs locaux étaient fixés à des niveaux relativement faibles<sup>1</sup>. Mais le monopole public est, depuis toujours et tout particulièrement depuis les années 1980, une des cibles principales des capitalistes (locaux et étrangers) et la libéralisation du marché du pétrole est un projet ancien et systématiquement mis en échec, jusqu'à l'annonce de la semi-privatisation de Pemex en 2013<sup>2</sup>. Il s'agissait alors d'une incroyable attaque de l'État mexicain contre lui-même : le caractère inaliénable de Pemex était inscrit dans la constitution et les revenus du pétrole

<sup>1</sup> Il faut comprendre que le Mexique ne raffine pas son pétrole. Si les prix sont bas, c'est grâce à des subventions publiques.

<sup>2</sup> Ce qui avait déjà soulevé l'indignation de la population et des protestations massives. On notera qu'il ne s'agit pas non plus de défendre une entreprise publique connue pour sa gestion calamiteuse et la maltraitance de ses employés. En matière d'inefficacité, de corruption et de mépris pour les droits de travailleurs, les entreprises publiques n'ont pas grand-chose à envier aux entreprises privées.

occupaient une part considérable des revenus de l'État. Les « réformes », présentées comme une mesure de justice, devaient permettre, par le jeu de la concurrence, de faire diminuer le prix de l'essence et donc permettre de redéployer les subventions qui étaient allouées à son maintien. Or, depuis 2013, le prix n'a cessé d'augmenter et les coupes budgétaires de s'amplifier<sup>3</sup>.



Profitant des fêtes de fin d'année<sup>4</sup>, le gouvernement espérait peut-être éviter de trop fortes mobilisations contre cette nouvelle hausse. C'est peu de dire que son impact sur la vie de la population était sous-estimé ! Le 6 janvier, devant les mobilisations massives et l'annonce d'une marche nationale prévue le 9, le président, Enrique Peña Nieto, tente de se justifier lors d'une conférence de presse. Il affirme une nouvelle fois que l'augmentation est juste et liée à l'augmentation des prix de l'essence à l'international. L'idée est que le poids de l'augmentation va porter sur les catégories les plus aisées (celles qui ont une voiture) et que le niveau des prix des biens de première nécessité resterait stable, grâce à une négociation organisée entre le gouvernement, les entreprises et les syndicats. Sauf que de nombreuses catégories de travailleurs ont une voiture, que les transports en commun ne sont pas en mesure de prendre le relais et que le principal syndicat patronal du pays, Coparmex<sup>5</sup>, a immédiatement refusé de signer l'accord proposé.

Au-delà du caractère symptomatique de cette augmentation, c'est contre tout un système que la population mexicaine proteste. La corruption est en effet généralisée et grève bien plus les finances publiques que les fluctuations du baril de pétrole. Sur le plan économique, la chute du *peso* liée aux élections américaines risque d'amplifier la crise dans un pays dont la balance extérieure est systématiquement déficitaire. En outre, la situation politique et sociale est extrêmement difficile. La pauvreté est très développée et les inégalités continuent de se creuser. Les meurtres et les enlèvements n'ont jamais été aussi nombreux et généralisent un climat de peur<sup>6</sup>. L'armée est présente dans les rues depuis le début des années 2000, quand la majorité de droite d'alors décide d'y recourir de plus en plus régulièrement pour lutter contre le trafic de drogue. Les années les plus difficiles de la « guerre contre la drogue », à l'époque du mandat de Felipe Calderón (2006-2012) semblent de retour : en 10 ans, cette « guerre » a provoqué 150 000 morts et près de 30 000 disparitions. Le président lui-même est

<sup>3</sup> Sur les débuts de la mobilisation et Pemex, on pourra lire (en espagnol), sans forcément en partager toutes les vues : [mst.org.ar/2017/01/21/gasolinazo-en-mexico-entrevista-al-companero-ricardo-vega-entrevista-al-companero-ricardo-vega-militante-trotskista-profesor-de-uacm](http://mst.org.ar/2017/01/21/gasolinazo-en-mexico-entrevista-al-companero-ricardo-vega-entrevista-al-companero-ricardo-vega-militante-trotskista-profesor-de-uacm)

<sup>4</sup> L'annonce de la nouvelle augmentation des prix s'est faite le 26 décembre...

<sup>5</sup> Qui représente, selon sa brochure 2016, 30 % du PIB mexicain.

<sup>6</sup> À ce titre, le souvenir de l'enlèvement et de l'assassinat de 43 étudiants à Iguala le 26 septembre 2014 reste encore présent parmi la population, de même que le comportement très critiqué de l'administration Peña Nieto d'alors. Sur la situation générale du Mexique, un communiqué récent du Conseil National Indigène dresse quelques grandes lignes. On peut en lire une traduction ici : [cspl.ouvaton.org/spip.php?article1257](http://cspl.ouvaton.org/spip.php?article1257)

extrêmement impopulaire, d'autant qu'il est directement impliqué dans des scandales de corruption, tout particulièrement les conflits d'intérêt en cascade dans l'affaire de la « maison blanche », révélée en novembre 2014<sup>7</sup>. Enfin, la critique opportuniste de l'augmentation du prix du pétrole par les deux principaux partis d'opposition (PAN et PRD)<sup>8</sup> contribue à affaiblir l'État, tout en ne les assurant pas de bénéficier du regain de popularité qu'ils semblent escompter : ils ont tous trempé dans la modification de la constitution ayant permis la privatisation de Pemex.

Face à ces mobilisations, le gouvernement a réagi notamment par la force, en s'appuyant sur les pillages pour justifier la répression : plusieurs morts et plus de 1500 arrestations parmi les manifestants. Face à cela, les travailleurs, en France et ailleurs, doivent affirmer leur soutien aux travailleurs du Mexique dans les épreuves et les mobilisations qui les attendent. Cela implique de ne pas tomber dans le piège de la propagande médiatique sur la violence ou de se laisser bercer par les contes sur le développement miraculeux du Mexique, soudainement brisé par la grogne d'une populace inculte et irresponsable. On a rappelé que la situation est particulièrement tendue et les capitalistes, singulièrement aux Amériques, sont particulièrement prompts à tenter d'écraser par des coups d'état tout mouvement populaire et démocratique. Au Mexique, ne serait la désunion des partis au pouvoir, tout est en place pour que la situation dégénère encore davantage. Devant ces terribles dangers, on ne peut qu'espérer que la contestation ne s'essouffle pas mais se maintienne dans la durée<sup>9</sup>. Cela ne sera possible que par une immense détermination face aux corrompus de tous poils alliés au grand banditisme, et une auto-organisation à l'échelle locale de la population.

\* \* \*

## Rosa Luxemburg, démocratie et révolution

*Révolution et démocratie, actualité de Rosa Luxemburg*, revue *Agone*, n° 59, 2016, 225 pages.

La revue *Agone* vient de publier un numéro consacré à Rosa Luxemburg, avec des textes issus d'un colloque international tenu à Paris en 2013. Parmi les contributeurs de différents pays et de plusieurs continents, on apprécie notamment la pertinente mise au point d'Isabel Loureiro face au simplisme de Georg Lukács et aux déformations qu'il fait subir à la pensée de Rosa Luxemburg. D'autre part, qu'un militant de la gauche anti-poutinienne comme Alexeï Gusev ait participé au numéro est plutôt encourageant quant à l'intérêt porté à Luxemburg dans les ruines mêmes du capitalisme d'Etat policier en Russie. Sur le fond, Ottokar Luban rappelle que « *pour Rosa Luxemburg, l'activité et la créativité des masses ne sauraient être restreintes car l'avènement d'une société socialiste est un processus si long et difficile que toutes les capacités créatives disponibles doivent être mobilisées.* » (p. 24). Michael Löwy reformule Luxemburg en écrivant que « *la démocratie a besoin du mouvement socialiste et, vice versa, la lutte du prolétariat a besoin de la démocratie pour se développer* » (p. 36). Sobhanlal Datta Gupta écrit avec raison que « *pour elle, la démocratie révolutionnaire et l'internationalisme de la classe ouvrière sont inséparables* ». Il précise par ailleurs que « *Luxemburg, en vraie internationaliste, ne cède jamais à quelque eurocentrisme que ce soit. Tout au contraire, elle admire profondément la contribution de l'Orient à la culture universelle.* » (p. 60 et 62). Enfin, David Muhlmann synthétise

---

<sup>7</sup> Les journalistes ayant révélé le scandale ont d'ailleurs été licenciés peu de temps après : [lemonde.fr/ameriques/article/2015/03/17/au-mexique-vives-reactions-apres-le-renvoi-d-une-celebre-journaliste-pour-son-soutien-a-mexicoleaks\\_4594726\\_3222.html](http://lemonde.fr/ameriques/article/2015/03/17/au-mexique-vives-reactions-apres-le-renvoi-d-une-celebre-journaliste-pour-son-soutien-a-mexicoleaks_4594726_3222.html)

<sup>8</sup> Le PRI au pouvoir accuse les autres partis d'avoir maintenu les prix artificiellement bas, le PRD accuse le PRI d'être corrompu et le PAN accuse le PRD et MORENA. De manière générale, on mesure l'ampleur de la crise au niveau de panique morale des élites économiques et politiques, dont certains membres se sont mis à distribuer des bons d'achat directement dans les rues, pour éviter les pillages.

<sup>9</sup> Il semblerait aussi souhaitable que ces mobilisations soient l'occasion d'un rapprochement avec les mouvements indigénistes.

avec justesse en disant qu'il s'agit d'« une pensée qui ne sépare pas les moyens et les fins de l'émancipation, et qui n'oppose pas mécaniquement l'intervention politique directe des masses à des formes d'organisation populaires. » (p. 90).

Mais les auteurs, souvent universitaires, parfois réformistes et/ou léninistes, n'ont pas forcément compris ou intégré tous les aspects de la pensée politique de Luxemburg, voire s'y opposent. Par exemple, Ben Lewis nous affirme de façon péremptoire que le mot d'ordre de Rosa Luxemburg pendant la révolution allemande de 1918-1919, « *En finir avec le salariat !* », n'était pas le bon mot d'ordre (p. 84). En décembre 1918, elle avait en effet écrit dans le programme de la Ligue spartakiste, ensuite adopté par le Parti communiste d'Allemagne (KPD) : « *A bas le salariat ! Tel est le mot d'ordre de l'heure.* » Elle traçait ainsi une perspective révolutionnaire, par le changement de mode de production. Pendant cette période de révolution, Rosa Luxemburg mettait aussi en avant la nécessité de la réélection des conseils ouvriers, donc le retour à la voix démocratique des travailleurs à la base. Sa position était donc cohérente. Il s'agissait d'aller vers la révolution sociale, les travailleurs regroupés s'organisant et débattant de façon libre et égalitaire avec l'objectif d'abolir le fondement même du capitalisme : le système d'exploitation et d'aliénation qu'est le travail salarié.

## RÉVOLUTION et DÉMOCRATIE

Actualité de Rosa Luxemburg

Interventions de David Mühlmann, Alexei Gusev, Sobhanlal Datta Gupta, Frigga Haug, Ben Lewis, Isabel Loureiro, Ottohar Luban, Michael Löwy, Claudie Weill, Jörg Wollenberg

Histoire radicale : « 1910 : le douloureux apprentissage de la grève par les cheminots », textes de Pierre Monatte, Félix Dupont et Victor Griffuelhes parus dans *La Vie ouvrière* et présentés par Boris Mellow

La Leçon des choses : « L'esprit de l'époque naturaliste », d'Alfred Döblin : présenté par Marie Hermann

Agone . n° 59 . 2016



Rosa Luxemburg nous rappelle que les marxistes ne doivent pas mettre leurs opinions dans leur poche, ni d'ailleurs chercher à les imposer de façon autoritaire : ils doivent participer aux discussions, à l'action anticapitaliste et à la construction de nouveaux rapports sociaux, qui ne peut se produire que si la créativité des masses se développe pleinement, grâce à des structures de démocratie directe à tous les niveaux. Evidemment, on peut comprendre ici la gêne voire l'incompréhension des léninistes, puisque Lénine fit exactement l'inverse en Russie : il mit en place un capitalisme d'Etat, conservant donc le système du salariat, tout en exerçant le pouvoir avec la direction de son parti, vidant de toute substance les conseils ouvriers et supprimant progressivement les libertés de presse et de réunion pour les autres courants du mouvement ouvrier<sup>10</sup>. Cette pratique léniniste est tout à fait contraire à toute possibilité d'émancipation, qui ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. En revanche, les positions de Rosa Luxemburg, qui n'ont certes pas débouché sur un succès puisque les conditions n'étaient pas réunies dans l'Allemagne de 1918-1919, rendent possible la perspective d'auto-émancipation, par l'abolition du salariat et la démocratie des conseils.

De deux choses l'une : soit il ne s'agit que d'une révolution politique avec transfert du pouvoir mais pas de changement fondamental des structures sociales ; soit il s'agit aussi d'une révolution sociale, et alors le mot d'ordre de l'heure est bel et bien l'abolition du salariat. Ce point est fondamental pour comprendre la portée de la pensée de Rosa Luxemburg, hier comme aujourd'hui.

<sup>10</sup> Voir « Le léninisme et la révolution russe », *Critique Sociale* n° 1, octobre 2008.

Il est toujours bon de rappeler que révolution sociale et démocratie sont liées, même si rien ne peut remplacer la lecture directe des textes de Rosa Luxemburg<sup>11</sup>. Ainsi, dans *Réforme sociale ou révolution ?*, elle écrit que la démocratie est « *nécessaire et indispensable à la classe ouvrière* », en particulier parce que c'est « *dans la lutte pour la démocratie, dans l'exercice de ses droits, que le prolétariat peut arriver à la conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques.* »<sup>12</sup> La notion de conscience de classe est en effet fondamentale dans sa conception de la révolution. C'est grâce à leur conscience de classe que les travailleurs peuvent mener à bien la lutte révolutionnaire : « *L'émancipation de la classe travailleuse ne peut être que l'œuvre de la classe travailleuse elle-même [...] ; et par classe travailleuse, il ne faut pas entendre une direction de parti de sept ou douze membres, mais la masse prolétarienne consciente elle-même.* »<sup>13</sup> C'est par l'auto-organisation dans la lutte de la classe exploitée qu'il est possible de mettre en application la démocratie révolutionnaire et l'internationalisme, indispensables à l'auto-émancipation mondiale.

\* \* \*

## Russie 1917, naissance d'un capitalisme d'Etat

Nous voilà arrivés au centenaire de la révolution russe de 1917 : c'est l'occasion de constater que rarement un événement historique aura été perçu au travers de tant de mythes déformateurs. Un siècle après, alors que l'URSS a – heureusement – disparu, mais pour laisser – malheureusement – place à une autre dictature, peut-être qu'une appréhension rationnelle de ce qu'elle fut va pouvoir rencontrer une plus forte audience.

En effet, dès le début il a existé des analyses parfaitement lucides sur la réalité de la Russie gouvernée par le parti bolchevik. Même Lénine, mis sous pression par un courant minoritaire de son parti, avait reconnu dès mai 1918 qu'il travaillait à mettre en place un capitalisme d'Etat en Russie : « *notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands, de nous appliquer de toutes nos forces à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie* »<sup>14</sup>. L'URSS n'a connu ni socialisme, ni communisme, ni pouvoir des travailleurs. Ces derniers ont subi à la fois la domination politique d'un parti unique, et l'exploitation par la classe bureaucratique notamment constituée des dirigeants de ce même parti. C'est ce que confirme une analyse historique matérialiste du mode de production et des rapports de production ayant existé en URSS.

Nous republions ci-dessous deux textes publiés dans les années 1930 au sein du courant du communisme des conseils (marxistes partisans du pouvoir des conseils ouvriers et non d'un parti).

Le premier s'intitule « Thèses sur le bolchevisme », il a été écrit par Helmut Wagner puis adopté par le Groupe des communistes internationaux de Hollande et publié dans la revue *Rätekorrespondenz*. Il a également été traduit en anglais dans la revue *International Council Correspondence* (dirigée par Paul Mattick), en décembre 1934 :

« Le bolchevisme a appelé la révolution de février la révolution bourgeoise, et celle d'octobre, la révolution prolétarienne, faisant ainsi passer son propre régime pour le règne de la classe prolétarienne,

<sup>11</sup> A propos des *Œuvres complètes de Rosa Luxemburg* en cours d'édition par Smolny et Agone : « Rosa à l'école du socialisme », *Critique Sociale* n° 23, novembre 2012, « Le tome 3 des Œuvres complètes de Rosa Luxemburg », *Critique Sociale* n° 28, novembre 2013, et « Réédition de la brochure de Junius de Rosa Luxemburg », *Critique Sociale* n° 33, novembre-décembre 2014. Voir aussi : « Rosa Luxemburg et le but final socialiste », *Critique Sociale* n° 38, février-mars 2016.

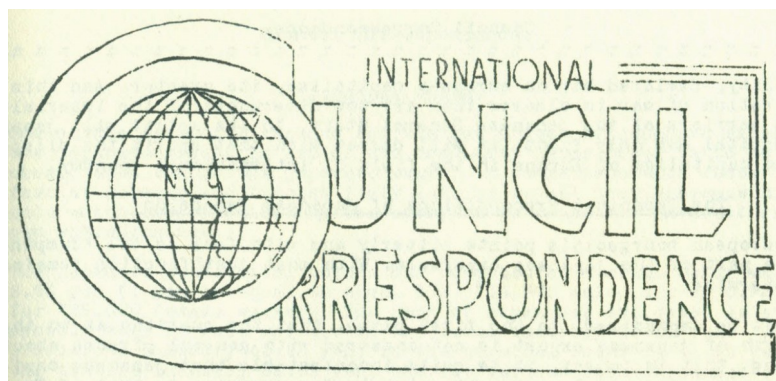
<sup>12</sup> Rosa Luxemburg, *Le But final, textes politiques*, éditions Spartacus, 2016, pp. 107-108.

<sup>13</sup> Rosa Luxemburg, article du 29 août 1911 cité dans notre brochure *Rosa Luxemburg et la grève de masse*, Critique Sociale, 2014.

<sup>14</sup> Lénine, *Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises*, article dans la *Pravda* n° 88-89-90, 9-11 mai 1918, traduction en français dans les *Œuvres*, tome 27, éditions sociales, 1961, pages 355-356. Voir aussi notre texte : « Le léninisme et la révolution russe », *Critique Sociale* n° 1, octobre 2008.

et sa politique économique pour du socialisme. Cette vision de la révolution de 1917 est une absurdité de par le simple fait qu'elle suppose qu'un développement de sept mois aurait suffi à créer les bases économiques et sociales d'une révolution prolétarienne, dans un pays qui venait à peine d'entrer dans la phase de sa révolution bourgeoise – en d'autres termes, sauter d'un bond par-dessus tout un processus de développement social et économique qui nécessiterait au moins plusieurs décennies. En réalité, la révolution de 1917 est un processus de transformation unitaire, qui a débuté avec la chute du tsarisme et a atteint son apogée avec la victoire de l'insurrection armée des bolcheviks, le 7 novembre. Et ce violent processus de transformation ne peut être que celui de la révolution bourgeoise russe, dans les conditions historiques et particulières de la Russie.

Au cours de ce processus, le parti de l'intelligentsia jacobine révolutionnaire a pris le pouvoir en s'appuyant sur les deux mouvements sociaux qui avaient déclenché l'insurrection de masse, celui des prolétaires et celui des paysans. Pour remplacer le gouvernement triangulaire ébranlé (tsarisme, noblesse et bourgeoisie), il a créé le triangle bolchevisme, paysannerie, classe ouvrière. Et de même que l'appareil étatique du tsarisme régnait de façon autonome sur les deux classes possédantes, de même le nouvel appareil étatique bolchevique commença par se rendre indépendant des deux classes qui l'avaient porté au pouvoir. La Russie est sortie des conditions de l'absolutisme tsariste pour tomber dans celles de l'absolutisme bolchevique. [...]



La conception de base de la socialisation de la production n'allait pas pour Lénine au-delà d'une économie étatique dirigée par l'appareil bureaucratique. Pour lui, l'économie de guerre allemande et les services postaux étaient des exemples type de l'organisation socialiste : une organisation économique de caractère ouvertement bureaucratique, dirigée par une centralisation venant d'en haut. Du problème de la socialisation, il ne vit que les aspects techniques et non les aspects prolétariens et sociaux. De même, Lénine se fonda, et avec lui le bolchevisme en général, sur les concepts de socialisation proposés par le centriste Hilferding qui, dans son *Capital financier*, a tracé un tableau idéalisé d'un capitalisme totalement organisé. Le véritable problème, en ce qui concerne la socialisation de la production – la prise en charge des entreprises et des organisations du système économique par la classe ouvrière et par ses organisations de classe, les conseils ouvriers –, a été complètement ignoré du bolchevisme. Et il devait être ignoré parce que l'idée marxiste d'une association de producteurs libres et égaux est totalement opposée à la conception jacobine de l'organisation, et parce que la Russie ne possédait pas les conditions sociales et économiques nécessaires à l'instauration du socialisme. Le concept de socialisation des bolcheviks n'est par conséquent rien d'autre qu'une économie capitaliste prise en charge par l'Etat et dirigée de l'extérieur et d'en haut par sa bureaucratie. [...]

L'expérience d'une économie nationale planifiée bureaucratiquement est loin de pouvoir être considérée comme un succès. Les grands cataclysmes internationaux qui menacent la Russie ne pourront qu'accroître les contradictions de son système économique jusqu'à ce qu'elles deviennent intolérables, hâtant ainsi probablement la chute de cette expérience économique gigantesque.

L'économie russe est essentiellement déterminée par les caractéristiques suivantes : elle s'appuie sur les bases d'une production de marchandises ; elle est centrée sur la rentabilité ; elle révèle un système ouvertement capitaliste avec salaires et cadences accélérées ; enfin, elle a porté les raffinements de la

rationalisation capitaliste jusqu'à ses limites extrêmes. L'économie bolchevique est une production étatique qui emploie des méthodes capitalistes.

Cette forme de production étatique s'accompagne également de plus-value, donc d'une exploitation maximale des travailleurs. Bien entendu, cette plus-value ne profite directement et ouvertement à aucune classe particulière de la société russe, mais elle enrichit l'appareil parasitaire de la bureaucratie dans son ensemble.

[...]

Le Komintern lui-même a été utilisé pour manipuler abusivement la classe ouvrière internationale, afin de servir les buts opportunistes de glorification nationale et de la politique de sécurité internationale de l'Union soviétique. Il s'est constitué, en dehors de Russie, à partir de la combinaison des cadres révolutionnaires du prolétariat européen. En usant de l'autorité de la révolution bolchevique, le principe organisationnel et tactique du bolchevisme s'est imposé dans le Komintern de façon extrêmement brutale et sans aucune considération pour les scissions immédiates. Le Comité exécutif du Komintern – autre instrument de la bureaucratie russe au pouvoir – s'est vu confier le commandement absolu de tous les partis communistes, et la politique des partis a complètement perdu de vue les véritables intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière internationale. Les slogans et les résolutions révolutionnaires ont servi de couverture à la politique contre-révolutionnaire du Komintern et de ses partis qui, avec leurs façons bolchevistes, sont devenus aussi experts dans la trahison de la classe ouvrière et dans la démagogie effrénée, que l'étaient les partis social-démocrates. En même temps que le réformisme, fusionnant avec le capitalisme, déclinait dans le sens historique, le Komintern faisait naufrage en s'unissant à la politique capitaliste de l'Union soviétique. »<sup>15</sup>

Le deuxième texte est intitulé « La Russie soviétique aujourd'hui ». Egalement paru dans la revue *Rätekorrespondenz*, il a été traduit en anglais par la revue *International Council Correspondence* en février 1937 :

« L'ouvrier russe ne peut manquer de s'apercevoir qu'il n'a aucun contrôle sur les moyens de production ni sur les produits de son travail. Il ne peut pas se sentir concerné par les problèmes de la socialisation tels qu'ils se posent en Russie, étant donné qu'il est un esclave du salariat tout comme ses frères au-delà des frontières de l'URSS. Il importe même peu de savoir si les ouvriers russes prennent clairement conscience de leur position dans la société. Le fait est qu'ils agissent de la seule manière possible pour une classe exploitée. Et, parallèlement, que Staline soit conscient ou non de son rôle en tant que dirigeant d'une société d'exploitation, ses actes passés et à venir reflètent forcément les nécessités d'une telle société. Ce n'est pas d'hier que la Russie est capitaliste ; elle l'est devenue avec l'abolition des derniers conseils ouvriers librement élus. [...]

Un accroissement de l'exploitation présuppose un renforcement de l'appareil exploiteur. La classe ouvrière ne peut s'exploiter elle-même. Un appareil est nécessaire, dont les membres n'appartiennent pas à la classe ouvrière. Des bureaucrates, des professionnels, des « commandeurs d'industrie » comme les appelle Staline, s'appuyant sur une large couche de l'aristocratie ouvrière, sont indispensables. Ces bureaucrates aident la clique dirigeante, dont ils reçoivent en retour des privilèges qui les élèvent au-dessus du niveau de l'ouvrier moyen. En dépit de la phraséologie officielle sur « la transition vers une société sans classe », il s'est bel et bien développé une nouvelle classe dirigeante en Russie. Les travailleurs vendent leur force de travail à cette nouvelle classe de fonctionnaires, de chefs de coopératives et d'entreprises, et à la bureaucratie qui dirige la production et la distribution. Cet appareil colossal est l'acheteur de la force de travail. Il dirige collectivement et autocratiquement à la fois. Il ne produit aucune valeur, il vit de la plus-value, du travail de millions d'esclaves salariés. L'idéologie de cette couche privilégiée n'a rien à voir avec la conscience de classe des ouvriers. L'exploitation étant

---

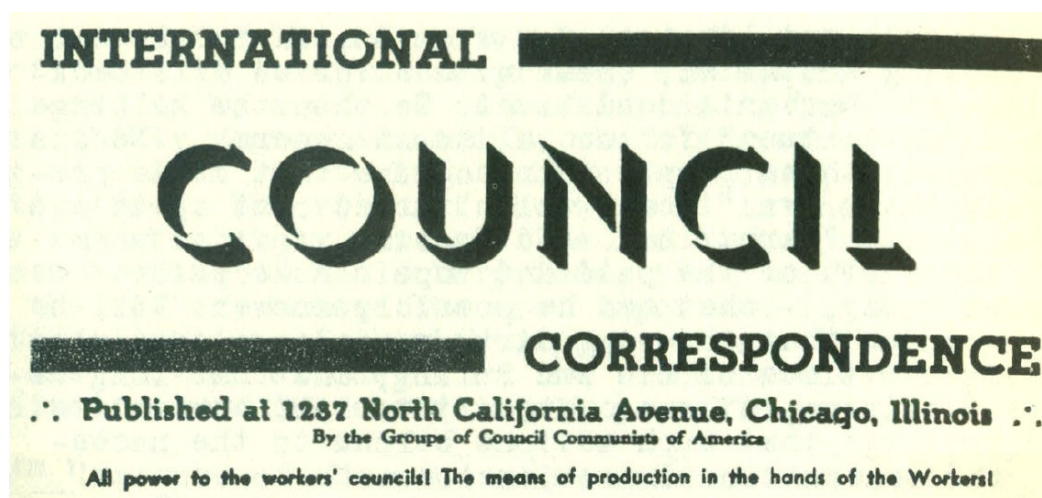
<sup>15</sup> Traduction en français dans le recueil Korsch / Mattick / Pannekoek / Ruhle / Wagner, *La Contre-révolution bureaucratique*, 10-18, 1973, pages 41-44, 49 et 53. Numérisé sur le site La Bataille socialiste : [bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1934-12-theses-sur-le-bolchevisme-gic/](http://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1934-12-theses-sur-le-bolchevisme-gic/)



son intérêt, elle constitue son idéologie. En ennemi implacable, la bureaucratie combat toutes les tendances de la société qui s'orientent vers l'abolition de l'exploitation.

[...]

Afin d'obtenir la masse gigantesque de plus-value indispensable à la construction et à la transformation du système économique russe dans son entier, il était nécessaire de développer une vaste classe de meneurs d'esclaves, de parasites et d'exploiteurs. Cette nouvelle classe se développe en contradiction avec le communisme. Le vide dans la structure de la société d'exploitation, que reflétait l'absence d'une classe exploiteuse spécifique, a été comblé. C'est ceci qui constitue l'étape essentielle dans l'évolution de la Russie au cours des dernières années. Elle en a fait un Etat intégralement capitaliste. Les travailleurs, trop faibles pour organiser la production au nom de leur classe, ont abdicqué devant le Parti. Ce dernier, n'obéissant qu'à des intérêts spécifiques, a joué en Russie exactement le même rôle que les capitalistes privés dans les autres pays. Le parti bolchévique, en assumant le rôle historique de la bourgeoisie est devenu lui-même la bourgeoisie et a développé les forces productives à un niveau atteint longtemps auparavant par la bourgeoisie des autres pays. [...]



Il faut considérer la Russie comme un pays capitaliste et un ennemi mortel du communisme. Cela deviendra plus évident avec le temps. Les communistes seront pourchassés et tués en Russie comme partout ailleurs. Si certains nourrissent encore l'illusion de voir le socialisme « s'édifier » tôt ou tard en Russie, ils découvriront que les classes privilégiées ne renoncent jamais délibérément à leurs privilèges. Ceux qui espèrent voir la classe possédante abandonner sa propriété sans lutter, font de la religion. Le socialisme ne s'édifie pas. Ou bien il est le produit direct de la révolution prolétarienne, ou bien il n'est pas. La révolution de 1917 est restée une révolution bourgeoise. Ses éléments prolétariens ont été battus. Elle n'a pas supprimé le fondement de toute domination, elle a seulement renversé la domination tsariste. Elle n'a pas supprimé tous les rapports de propriété, elle a seulement aboli les rapports de propriété privée du capitalisme. Ce n'est que lorsque les travailleurs prennent le pouvoir en main et organisent la société pour eux-mêmes que les bases du communisme se trouvent jetées. Ce qui existe en Russie est un capitalisme d'Etat. Ceux qui se réclament du communisme doivent aussi attaquer le capitalisme d'Etat. Et dans la révolution à venir, les ouvriers russes devront renverser ce capitalisme d'Etat. La société d'exploitation russe, comme toutes les autres sociétés d'exploitation, engendre chaque jour ses propres fossoyeurs. »<sup>16</sup>

Enfin, nous reprenons quelques extraits d'un texte de Maurice Brinton publié en 1970 par le groupe d'extrême gauche britannique Solidarity, *Les Bolchéviques et le contrôle ouvrier, l'Etat et la contre-révolution* :

<sup>16</sup> Traduction en français dans le recueil Korsch / Mattick / Pannekoek / Ruhle / Wagner, *La Contre-révolution bureaucratique*, 10-18, 1973, pages 189-191 et 199-200. Numérisé sur le site La Bataille socialiste : [bataillesocialiste.wordpress.com/2009/01/10/la-russie-sovietique-aujourd'hui-1937/](http://bataillesocialiste.wordpress.com/2009/01/10/la-russie-sovietique-aujourd'hui-1937/)

« En tant qu'institution, le Parti [bolchevik] échappait totalement au contrôle de la classe ouvrière russe. Les problèmes qu'eut à affronter la Révolution russe après 1917 ne résolurent pas cette contradiction, ils ne firent que l'exacerber. [...] A un niveau plus profond, la conception même de ce type d'organisation et ce type de rapport avec le mouvement des masses reflète l'influence non reconnue de l'idéologie bourgeoise, chez ceux-là mêmes qui cherchaient opiniâtement à détruire la société bourgeoise. La conception qui assure que la société doit obligatoirement être divisée en « dirigeants » et « exécutants », l'idée selon laquelle certains sont nés pour dominer et que d'autres ne peuvent réellement se développer au-delà d'une certaine limite a été, depuis des temps immémoriaux, le postulat tacite de toute classe dominante. Que les bolcheviks eux-mêmes l'aient en fin de compte acceptée montre encore une fois à quel point Marx avait raison en déclarant que « les idées dominantes de chaque époque sont les idées de la classe dominante ». Face à une organisation aussi « efficace », aussi solide, construite sur des idées de ce genre, il n'est pas étonnant que les comités d'usine nés en 1917 n'aient pas été en mesure de conduire la Révolution jusqu'à son terme.

[...]

En 1917, les travailleurs russes créèrent des organes (comités d'usine et soviets) qui devaient assurer la gestion de la société par les travailleurs eux-mêmes. Mais les soviets passèrent entre les mains des fonctionnaires bolcheviks. Un appareil d'Etat, séparé des masses, fut rapidement reconstitué. Les travailleurs russes ne parvinrent pas à créer de nouvelles institutions qui leur auraient permis d'organiser et la production, et la vie sociale. Cette tâche fut par conséquent assumée par d'autres, par un groupe dont cette gestion devint la fonction spécifique. La bureaucratie organisait le processus du travail dans un pays où elle était également maîtresse des institutions politiques.

Tout ceci exige une sérieuse réévaluation de plusieurs notions fondamentales. Le « pouvoir des travailleurs » ne peut pas être identifié ou assimilé au pouvoir du Parti, ce que firent continuellement les bolcheviks. Comme le disait Rosa Luxemburg, le pouvoir ouvrier sera l'œuvre de la classe et non d'une minorité agissant au nom de la classe. Il doit être l'émanation de l'engagement actif des travailleurs, rester sous leur influence directe, être soumis au contrôle de l'ensemble de la population, être la conséquence de la conscience politique croissante du peuple. De même, la notion de « prise du pouvoir » ne peut pas désigner – comme c'est bien évidemment le cas chez tous ceux qui croient vivre encore dans le Pétrograd de 1917 – un putsch semi-militaire, fomenté par une minorité. Il ne peut non plus représenter uniquement la défense – même si celle-ci est bien entendu nécessaire – des positions gagnées par la classe ouvrière contre les tentatives de la bourgeoisie pour les reconquérir. Ce que la « prise du pouvoir » implique réellement, c'est que la grande majorité de la classe ouvrière comprend enfin clairement sa capacité de gestion de la production et de la société – et s'organise à cette fin. »<sup>17</sup>

\* \* \*

## **La nécessaire cohérence des luttes pour l'émancipation**

Dans le mode de production capitaliste, les travailleurs sont aliénés et opprimés sous la forme du travail contraint et exploité, c'est-à-dire le travail salarié. Cette réalité concrète fait que l'ensemble des travailleurs (ou prolétaires) dans le monde forment une classe sociale, quel que soit d'ailleurs leur statut – contrat fixe, précaire, chômeur, en formation, etc. Par ailleurs, différentes oppressions supplémentaires existent dans la société, qui sont surtout subies au sein de la classe travailleuse. Cela mène à des différences qui ne remettent pas en cause la notion de classe, mais qui n'en sont pas moins des réalités incontournables pour tout partisan de l'émancipation. Par exemple, c'est l'existence du système patriarcal, sexiste, qui permet aux capitalistes de moins payer les femmes que les hommes, à travail égal. Cette surexploitation subie par les travailleuses a par contre un net intérêt pour la classe

---

<sup>17</sup> Maurice Brinton, *Les Bolchéviques et le contrôle ouvrier, l'Etat et la contre-révolution*, Les Nuits rouges, 2016, pages 23-25 (traduction par la revue *Autogestion et socialisme*, 1973).

capitaliste, puisqu'elle lui fait réaliser un surcroît de plus-value – on voit donc qu'il s'agit à la fois de sexisme et de lutte des classes.

Ces discriminations doivent être combattues par l'ensemble du mouvement ouvrier, en application du mot d'ordre révolutionnaire : « Une attaque contre un seul est une attaque contre tous » (« An injury to one is an injury to all », slogan des *Industrial Workers of the World*). Surtout, pour réellement en finir avec cet écart de salaire subi par les travailleuses, les déclarations et les bonnes intentions ne suffisent pas : c'est le système d'ensemble – dont ce n'est qu'une des manifestations – qu'il faut renverser. La même logique doit s'appliquer dans la lutte pour en finir avec les autres systèmes d'oppression.

Ces différentes oppressions mènent à l'apparition de luttes spécifiques, féministe ou antiraciste par exemple, qui sont bien évidemment utiles en soi. Mais il est nécessaire d'aller plus loin. Nous considérons que d'une part nous ne devons pas opposer ces luttes entre elles, et que d'autre part dans le cadre d'un projet de société cohérent – qui peut être appelé socialisme, communisme ou autrement – nous voyons ces luttes comme différentes parties d'un mouvement réel vers une autre société, égalitaire et solidaire. Seules des dérives et d'étroites considérations de basse « tactique » peuvent mener à renoncer à une lutte, même prétendument de façon « provisoire », en pensant en renforcer une autre. En finir avec les différentes formes de domination subies passe par le changement des structures sociales et des rapports sociaux. N'avoir qu'une vision incomplète des différentes structures d'oppression ce n'est pas choisir telle ou telle « priorité », c'est au fond négliger une partie de la réalité, donc amoindrir son engagement pour l'émancipation.

Parlons tout d'abord de la nécessité d'une puissante mobilisation unitaire menant une lutte antiraciste ici et maintenant, avec l'objectif politique d'éradiquer toutes les manifestations de racisme et ses causes. Le racisme subi au quotidien par une partie de la population, en France et dans le monde, est en soi une forme d'oppression qui doit être combattue en tant que telle. Il perpétue de plus une division au sein de la classe travailleuse, avec des conséquences négatives très concrètes quant aux conditions de vie de celles et ceux qui sont victimes de racisme. Cette lutte est une question transversale, par exemple concernant le logement, où il s'agit à la fois de construire de nouveaux logements, ainsi que de rénover les anciens entre autres dans le sens des économies d'énergie, mais aussi de réduire l'arbitraire des propriétaires (comme mesure immédiate) et de mettre fin à toutes les discriminations dans l'accès au logement. Dans le travail, outre la lutte contre le chômage de masse qui exacerbe la concurrence entre travailleurs, le principe « à travail égal salaire égal » doit être défendu puisqu'il n'est toujours pas une réalité. Il s'agit là d'une lutte politique indispensable, qui fait partie intégrante de notre objectif d'auto-émancipation généralisée.

Les luttes féministes et antisexistes font évidemment partie des mobilisations incontournables pour l'émancipation universelle. Concernant l'écart de salaire subi par les femmes, il est parfaitement logique de militer à la fois pour l'abolition de l'exploitation en tant que telle, donc contre le système du salariat, et en même temps de lutter dans l'immédiat contre cette surexploitation de genre. Ce n'est par ailleurs qu'une des manifestations du sexisme au sein du monde du travail (harcèlement, etc.). Il suffit d'observer la situation pour se rendre compte du caractère massif et systémique de la violence de genre, et donc de prendre conscience de la nécessité d'abolir cette violence et ses causes.

Les mobilisations progressistes pour l'environnement sont des luttes sociales, qui affrontent des intérêts capitalistes bien réels. De fait, les véritables mobilisations pour l'écologie sociale ont à notre sens forcément un contenu anticapitaliste. Ce sont donc en pratique des luttes de classes, qui voient l'affrontement entre des intérêts contradictoires : d'un côté les conditions de vie de nombreux êtres humains et l'avenir de notre planète, de l'autre les profits de la classe capitaliste (ou du moins d'une partie d'entre elle). Par exemple, il y a tant d'un point de vue écologique que social la nécessité de transports en commun publics propres et gratuits. Les luttes anticapitalistes pour l'environnement ont d'autre part un évident contenu internationaliste, du fait qu'aucune perspective écologiste réelle ne peut

exister sans internationalisme : ni la pollution, ni les nuages radioactifs, ni le changement climatique ne s'arrêtent aux frontières étatiques.

Enfin, l'opposition entre classes reste un fait essentiel qui structure les relations sociales dans le monde d'aujourd'hui. Tout objectif d'émancipation humaine généralisée passe nécessairement par la défense d'un internationalisme de la classe exploitée, pour arriver à un monde libéré du mode de production capitaliste et de la division en classes sociales.

Au niveau individuel, nombreux sont ceux qui mèneront telle ou telle lutte, en fonction de leur situation, de leurs priorités, de leurs affinités. Quand ces luttes précises sont menées dans une perspective d'auto-émancipation collective, elles ne sont ni des éléments de repli ni de division : elles contribuent précisément à combattre les divisions créées par les systèmes d'oppression dont nous voulons nous débarrasser. Il n'en reste pas moins qu'au niveau collectif, les révolutionnaires doivent à notre sens avoir conscience du fait que ces luttes forment différentes facettes de l'émergence d'une possible société de l'avenir, qui selon les mots de Karl Marx serait « *une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ».

D'avantage que de « convergence » des luttes, il nous semble que la critique matérialiste de la société actuelle et la perspective d'une autre organisation sociale mènent au constat du caractère indispensable de chacune de ces luttes, ainsi que de leur cohérence. Il s'agit donc pour nous d'une lutte d'ensemble à mener de façon unitaire pour en finir avec tous les systèmes d'oppression, pour l'auto-émancipation mondiale.

\* \* \*

« *La réduction du temps de travail est la première condition pour améliorer la vie des travailleurs* »  
(Rosa Luxemburg)

« *Les travailleurs n'ont pas de patrie* »  
(Karl Marx)

---

## *Critique Sociale* n° 40, février-mars 2017

Numéro bouclé le 27 janvier 2017.

### *Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité*

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Internationalistes, nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, ethniques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

[www.critique-sociale.info](http://www.critique-sociale.info)

[contact@critique-sociale.info](mailto:contact@critique-sociale.info)

*Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity*  
*Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität*  
*Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlőség - Osszetartás*